

ACTION URGENTE

DES MILITANTS SRI-LANKAIS MENACÉS

Le 2 mars, Lankanewsweb, un site internet d'information sri-lankais, a publié les noms de journalistes et de défenseurs des droits humains apparaissant sur une liste dressée, d'après le site, par une unité de renseignements sri-lankaise. Amnesty International craint que cette liste n'ait été divulguée à la presse dans le cadre d'une campagne du gouvernement visant à intimider les personnes dont le nom y est inscrit et à les empêcher de critiquer les autorités. Deux défenseurs des droits humains, Paikiasothy Saravanamuttu et J. C. Weliamuna, sont particulièrement en danger.

Cette liste contient les noms de 35 membres des médias, dirigeants d'ONG et individus qui mènent des campagnes « à la recherche de soutiens internationaux ». Ces noms sont classés, apparemment en fonction de l'importance que revêtent ces personnes pour les services de renseignements. **Paikiasothy Saravanamuttu**, le directeur exécutif du Centre pour des politiques alternatives (CPA), une ONG locale, et **J.C. Weliamuna**, le directeur de Transparency International Sri Lanka, ont tous deux été menacés auparavant et sont classés dans la liste comme présentant un grand intérêt pour les services de renseignements. D'autres membres de ces organisations sont également nommés.

En septembre 2008, une grenade a été lancée en direction de la maison de J.C. Weliamuna, causant des dégâts matériels mais sans faire de victime. Cette attaque semblait être liée au fait qu'il agissait en tant que représentant légal de certaines personnes dans des affaires relatives aux droits humains impliquant le ministère de la Défense. Malgré les appels lancés par des groupes locaux et internationaux de défense des droits humains, aucune enquête crédible n'a été menée sur cet événement (voir l'AU 277/08). Paikiasothy Saravanamuttu a reçu chez lui, en août 2009, des lettres anonymes contenant des menaces de mort liées à son action en faveur des droits humains.

Le 8 mars 2010, la Commission asiatique des droits de l'homme a signalé que le gouvernement prévoyait d'arrêter J.C. Weliamuna. Cette arrestation serait liée à des rapports publiés par Transparency International au cours de la campagne pour les élections présidentielles, en décembre et janvier, et dans lesquels l'organisation déclarait que la législation relative aux élections n'avait pas été respectée et que les ressources publiques avaient été détournées par le parti au pouvoir. À la fin du mois de janvier 2010, les propos de plusieurs porte-parole du gouvernement sri-lankais s'attaquant à des opposants politiques présumés et à d'autres détracteurs du gouvernement tels que des journalistes et des défenseurs des droits humains ont été cités dans des articles de journaux. En février, le ministre sri-lankais des Affaires étrangères a accusé des ONG de tenter de « déstabiliser le pays ». Un article paru le 20 février dans le Sri Lanka Guardian, un quotidien national, a rendu compte d'une réunion entre le président Mahinda Rajapakse et un groupe d'avocats du Parti de libération du Sri Lanka, le parti au pouvoir, au cours de laquelle il a été dit, en parlant spécifiquement de J.C. Weliamuna, « il va falloir faire quelque chose ».

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en cingalais, en tamoul ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous inquiet pour la sécurité de Paikiasothy Saravanamuttu, J.C. Weliamuna et toutes les personnes dont le nom apparaît sur la liste publiée le 2 mars sur le site de Lankanewsweb ;
- priez instamment les autorités du Sri Lanka de veiller à ce que les défenseurs des droits humains puissent poursuivre leurs activités légitimes sans craindre de faire l'objet de manœuvres de harcèlement ou d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 AVRIL 2010 À :

Président de la République :

His Excellency the President

Mahinda Rajapaksa

Presidential Secretariat

Colombo 1, Sri Lanka

Fax : +94 11 2446657

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Président,*

Inspecteur Général de la Police (IGP)

Mahinda Balasuriya

New Secretariat

Colombo 1

Sri Lanka

Fax : +94 11 2 440440

Courriel : igp@police.lk

Formule d'appel : *Dear Inspector General, / Monsieur,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Sri Lanka dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MILITANTS SRI-LANKAIS MENACÉS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

La répression menée par le gouvernement contre des journalistes et des défenseurs des droits humains s'est intensifiée depuis l'élection présidentielle âprement disputée qui s'est déroulée au Sri Lanka le 26 janvier et à l'issue de laquelle le président sortant, Mahinda Rajapakse, a été réélu.

Depuis le début de l'année 2006, au moins 14 professionnels des médias ont été tués au Sri Lanka. D'autres ont été torturés, maintenus en détention arbitraire et auraient disparu alors qu'ils se trouvaient aux mains des forces de sécurité. Plus de 20 journalistes ont quitté le pays après avoir reçu des menaces de mort. Aucune de ces attaques n'a réellement fait l'objet d'une enquête ou de poursuites.

Des journalistes sri-lankais ont remis à Amnesty International la liste de 56 de leurs collègues soumis à de graves menaces ; certains d'entre eux travaillent pour la Sri Lanka Broadcasting Corporation, un organisme public, et d'autres pour l'Independent Television Network, Lak Hada ou le Lake House Group.

AU 53/10, ASA 37/005/2010, 10 mars 2010

